Elections législatives du 18 novembre 1962

2e CIRCONSCRIPTION

Le Parti Communiste Français aux Electrices et Electeurs



Le 28 octobre dernier, le pouvoir personnel, désapprouvé par la majorité des électeurs inscrits, a enregistré un recul important.

Dans la Haute-Marne en particulier il a perdu respectivement 20.000 et 10.000 voix par rapport à 1958 et 1961 et ces pertes auraient été plus sensibles encore si, comme nous l'avions proposé dès le début de la campagne électorale, des appels COMMUNS en faveur du « NON » avaient été lancés par les sections communistes, socialistes, radicales, par les syndicats et par des personnalités locales. Les excellents résultats obtenus à Chalindrey, à Bettancourt-la-Ferrée, d'une part, dans toutes les municipalités communistes, d'autre part, en attestent.

Seuls les communistes organisèrent des réunions publiques, alors que la bataille contre la dictature menaçante exige l'union et l'action de toutes les forces ouvrières et démocratiques.

Rappelons que :

● M. Benoit, conseiller général de Wassy, candidat aux élections législatives, a refusé de s'associer à l'appel de personnalités en faveur du « NON ».

● M. Hanin, député sortant (équipier du M.R.P. Barbaux que certains disent favorable au « NON »), après avoir voté la motion de censure, s'est en fait conduit publiquement en défenseur de la réforme constitutionnelle, du « OUI ».

Les communistes n'ont épargné et n'épargneront aucun effort pour réaliser cette union indispensable à la défaite des candidats de l'U.N.R., des Bourgund et consorts.

Vous allez, en élisant votre député à l'Assemblée Nationale, exprimer votre opinion sur la politique de régime « personnel ».

En votant pour les candidats du Parti Communiste Français, qui ne porte aucune responsabilité dans l'avènement du pouvoir personnel et qui l'a toujours combattu, vous marquerez votre volonté d'un changement complet de politique.

LE LOURD BILAN DU POUVOIR GAULLISTE :

● Réduction du pouvoir d'achat des salariés ;
● Dépréciation des allocations familiales et des retraites et pensions par suite de la hausse du coût de la vie ;
● Disparition d'un grand nombre de petites exploitations agricoles (plan Rueff-Armand ; loi Pisani) ;
● Privilèges aux grosses entreprises commerciales au détriment du petit commerce et de l'artisanat ;
● Atteintes aux libertés, sabotage de la laïcité, complaisances coupables à l'égard de l'O.A.S. ;
● Hostilité au désarmement et alliance avec l'Allemagne revancharde non dénazifiée d'Adenauer ;
● Entretien d'une « force de frappe » aussi vaine que ruineuse.

CONTRE LE RETOUR AU PASSE

La IVe République a connu l'instabilité gouvernementale. POURQUOI ?
● Ses gouvernements tournaient le dos aux aspirations populaires, à la Paix, au progrès social ;
● Les partis qui les soutenaient, quoique se réclamant de la démocratie, pratiquaient l'alliance avec la réaction ;
● Les communistes étaient éliminés de tous les gouvernements depuis 1947.

Il ne saurait être question de revenir à ces pratiques néfastes.

TOURNES RESOLUMENT VERS L'AVENIR

Le relèvement de la France n'est pas la tâche d'un seul homme, ni d'un seul parti : c'est la tâche de toutes les énergies nationales et démocratiques.

Dans cet esprit le Parti Communiste Français vous propose un programme qui prévoit notamment :

DANS LE DOMAINE POLITIQUE

● L'élection d'une Assemblée Constituante à la représentation proportionnelle ;
● Une Constitution assurant la souveraineté du peuple, la restauration de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat, la libre activité des partis démocratiques et le respect des libertés syndicales, le contrôle démocratique de la radio et de la télévision.

DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE ET SOCIAL

● La nationalisation des monopoles capitalistes, la participation des syndicats à la gestion et à la direction des entreprises ;
● L'augmentation générale des salaires, traitements et retraites ;
● La construction massive de logements aux loyers réellement modérés ;
● L'aide aux exploitations familiales agricoles et le développement de la coopération agricole ;
● La réforme démocratique de l'enseignement.

EN POLITIQUE EXTERIEURE

● Une politique de cœxistence pacifique orientée vers le désarmement général ;

● L'opposition aux entreprises du militarisme allemand et la réconciliation du peuple français et allemand dans le cadre du règlement pacifique du problème allemand ;
● La coopération économique et culturelle avec tous les pays.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

SUR LE PLAN DEPARTEMENTAL NOS CANDIDATS S'ENGAGENT A LUTTER POUR :

● La revalorisation des salaires, traitements et retraites sur la base d'un salaire mensuel minimum de 50 000 fr.

● La fixation à 20 000 fr. minimum par mois de la retraite des vieux travailleurs, l'augmentation de l'argent de poche aux pensionnaires des hospices et maisons de retraites ;

● La suppression des abattements de zones de salaires, la parité du salaire minimum et des Allocations familiales entre ouvriers de l'industrie et du secteur agricole ;

● Le retour à la loi de 40 heures (payées 48), la retraite à 60 ans aux hommes et 55 ans aux femmes du secteur privé, la suppression du chômage et des licenciements ;

● Le remboursement effectif des frais médicaux et pharmaceutiques à 80 %.

● L'augmentation des retraites aux anciens combattants et victimes de guerre ;

● Une véritable réforme démocratique de la fiscalité qui frapperait essentiellement les gros revenus et réduirait les impôts sur la consommation et sur les salaires.

POUR LA REMISE EN VALEUR DU DEPARTEMENT, L'AMELIORATION DE L'HABITAT RURAL

Nos candidats exigeront que la mise en œuvre d'un plan économique d'équipement industriel et commercial, soit faite uniquement sous le contrôle du conseil général, des conseils municipaux, en un mot des seuls élus du département à l'exclusion de tout organisme.

Ils défendront les petites exploitations agricoles, le petit commerce et l'artisanat dont l'avenir est gravement compromis par le MARCHE COMMUN et par la concurrence des grosses sociétés capitalistes.

Ils mettront tout en œuvre pour

● Electrifier les écarts et fermes isolées ;

● Généraliser l'adduction d'eau et le tout-à-l'égout dans les communes, et le téléphone automatique rural ;

● Restaurer les chemins ruraux et vicinaux, construire des pistes cyclables ;

● Favoriser la construction d'H.L.M. et l'accession à la petite propriété.

POUR LA DEFENSE DE L'ECOLE LAIQUE

« Des écoles, des centres d'apprentissage, un métier pour les jeunes ... voilà ce qu'il faut dans l'intérêt même de la nation » (M. Thorez aux conscrits d'Ivry, le 17 mars 1962).

Dans ce but, dans le cadre d'une réforme démocratique de l'enseignement et de l'abrogation des lois antilaïques, nos candidats exigeront :

● La réalisation rapide des projets de constructions d'écoles, de lycées, de centres professionnels normalement pourvus en maîtres et en matériel ;

● Le développement des colonies de vacances laïques ;

● La création et l'extension des crèches et des cantines scolaires ;

● Le maintien et la modernisation des écoles dans les villages ;

● La mise à la charge de l'Etat du ramassage scolaire.

EN FAVEUR DE L'HYGIENE ET DE LA SANTE PUBLIQUE

Les candidats feront en sorte que :

● L'Etat prenne entièrement à sa charge les dépenses qui lui incombent telles que l'assistance, les constructions et aménagements d'hôpitaux, de dispensaires ;

● Les hôpitaux de Chaumont, Saint-Dizier, Langres, les hospices ruraux soient modernisés, que les conditions de vie et de travail de leur personnel soient humanisées ;

● L'accouchement sans douleur soit pratiqué dans les hôpitaux du département.

POUR LA JEUNESSE, EN FAVEUR DES ACTIVITES SPORTIVES ET DE PLEIN AIR POUR LE DELASSEMENT DES TRAVAILLEURS

Les candidats n'auront de cesse d'exiger :

● La création de stades, de piscines, de foyers ruraux, d'auberges de jeunesse, de bibliothèques ;

● La démocratisation des droits de pêche et de chasse qui devraient garder leur caractère distractif et de délassement des travailleurs.

Ce programme concret du Parti Communiste Français peut seul assurer le bien-être de la population laborieuse de notre département.

QUI PEUT MIEUX LE DEFENDRE ?

Des candidats libres, dévoués au peuple, sans attache avec le pouvoir capitaliste, adversaires conséquents du pouvoir personnel, pourront seuls défendre à l'Assemblée Nationale, les intérêts de la population haut-marnaise.

Notre Fédération communiste présente à vos suffrages pour la 2e circonscription :

Marius CARTIER

Cheminot - Ancien ouvrier agricole
Secrétaire fédéral - Ancien Député
Conseiller général et municipal de Saint-Dizier
Résistant - Pupille de la Nation

Remplaçant éventuel :

Denis MOUGEOT

Cultivateur
Maire de Bettancourt-la-Ferrée
Ancien dirigeant du maquis Mauguet
Père de tué en Algérie

C'est à eux que vous ferez confiance pour la Paix, le progrès social, pour une véritable démocratie.

Pas d'abstention le 18 novembre ! Sans attendre le 2e tour, votez et faites voter, sans rayer un nom, pour la liste présentée par le Parti Communiste Français.

VU LES CANDIDATS

IMP. DE L'EST - CHAUMONT

Sciences Po / fonds CEVIPOF